



***CE DONT LE CANADA A MAINTENANT  
BESOIN POUR ENRAYER LA CRISE  
ÉCONOMIQUE***

---

***UNE DÉCLARATION DU  
CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE***

***OTTAWA  
LE 22 DÉCEMBRE 2008***



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

**Le Canada est relativement bien placé, mais ne pourra pas échapper au ralentissement économique mondial.**

La crise des marchés financiers a déclenché un repli mondial avec une rapidité sans précédent. Les pays industrialisés de même que les pays en développement sont affligés. Les entreprises et les ménages du monde entier accusent le coup.

Le Canada aborde cette période de tourmente économique dans une position de force relative. Nos gouvernements ont dégagé des excédents budgétaires et réduit la dette. Notre balance commerciale demeure positive. Les taux d'inflation et les taux d'intérêt, peu élevés, baissent davantage. Nos institutions financières sont saines. Notre taux de chômage est à la hausse, mais il se situe tout de même à son plus bas niveau en plus de trente ans.

Nous ne pouvons pas nous soustraire aux incidences d'une profonde récession aux États-Unis sur nos exportations de produits et services et sur les prix obtenus pour nos ressources sur le marché mondial, mais il n'y a pas lieu de s'affoler. À cause de notre solide assise économique et de notre discipline financière sur plus d'une décennie, nos gouvernements peuvent se permettre d'augmenter temporairement les dépenses afin d'amortir le choc de la crise et de remettre notre économie sur les rails vers une croissance vigoureuse et soutenue.

**Les gouvernements et les banques centrales doivent agir afin de rétablir la confiance.**

Les banques centrales du monde entier ont réagi de manière rapide et convaincante au resserrement du crédit qui est au cœur de la crise

---

---



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

financière. Elles ont stabilisé le marché du crédit en coupant les taux d'intérêt et en injectant des liquidités dans le système afin que les banques puissent continuer de prêter aux entreprises et aux familles. Toutefois, bien que la politique monétaire soit très utile, par elle-même elle ne peut suffire à combattre les conséquences économiques des événements survenus dans les marchés financiers. Les gouvernements canadiens, comme les autres, doivent également recourir à la politique budgétaire pour contrer le repli.

**Le gouvernement fédéral devrait dépenser 15 \$ milliards de plus en 2009.**

La gravité de la situation économique du Canada justifie une augmentation importante des dépenses publiques même si elle entraîne des déficits temporaires. Le plan de stimulation du fédéral devrait atteindre l'ordre de un pour cent du produit intérieur brut, soit environ 15 \$ milliards. Ce plan s'ajoute aux mesures déjà budgétées dont l'entrée en vigueur est à venir, y compris les engagements à l'égard de dépenses d'infrastructure et les réductions d'impôts prévues dans les budgets antérieurs. Le montant exact du stimulant budgétaire est moins important que la manière dont le montant est dépensé.

**La réponse à la crise doit prévoir le retour aux excédents budgétaires.**

Les gouvernements doivent se consacrer à deux rôles : aider les Canadiens à faire front aux préjudices à court terme, et préparer le Canada à revenir à un emploi et des revenus en croissance. Sur les deux fronts, les mesures de stimulation doivent être temporaires, rentables et vivifier rapidement la consommation et les investissements des entreprises. Cela requiert des choix politiques prudents, un examen



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

continu et rigoureux de l'efficacité de programmes existants et un plan bien défini pour assurer le retour aux excédents budgétaires aussi rapidement que possible.

**La priorité absolue du gouvernement consiste à préserver les flux de crédit pour les consommateurs et les entreprises.**

L'élément central de la crise économique est l'incapacité des entreprises de toute taille à obtenir des emprunts à des conditions normales afin de poursuivre leurs opérations et d'investir dans leur croissance. Les consommateurs éprouvent également plus de difficulté à obtenir du crédit et réduisent leurs dépenses. Les banques centrales ont pris des mesures énergiques afin de rétablir la liquidité des marchés financiers. Les gouvernements doivent employer la politique monétaire pour renforcer les actions des banques centrales.

**De nombreuses entreprises ont simplement besoin de trouver du financement pour éviter la faillite.**

La difficulté la plus criante consiste à répondre aux besoins de crédit à court terme d'entreprises des secteurs les plus touchés comme ceux des pièces pour véhicules automobiles, des produits du bois, des industries exploitant les ressources naturelles et de la haute technologie. Les gouvernements doivent garantir que les entreprises qui ont des plans viables aient accès au financement nécessaire pour poursuivre leurs opérations durant la récession et progresser lors de la reprise.

L'Exposé économique et financier de novembre 2008 a annoncé une augmentation majeure du capital accordé à Exportation et développement Canada et à la Banque de développement du Canada.

---

---



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

Cela fournira un soutien essentiel aux exportateurs et aux petites et moyennes entreprises, tandis que les grandes industries peuvent nécessiter des prêts publics ou des garanties d'emprunt pour faire face à la crise. Au même moment, les gouvernements du monde doivent voir à ce que la réglementation des services financiers facilite l'accès au financement durant la récession plutôt que de le rendre plus compliqué.

**Les dépenses fédérales temporaires devraient se concentrer sur cinq secteurs pouvant amener des résultats rapides.**

1. **Accélération des dépenses en infrastructure publique.** La planification et la conception des projets d'infrastructure exigent des années, mais le Canada a accumulé nombre de projets d'infrastructure dont le financement est déjà engagé. Une priorité devrait être donnée à l'accélération des processus réglementaires et contractuels et à la réalisation de ces projets sans délai.
2. **Assistance aux chômeurs.** Le gouvernement devrait élargir l'accès aux prestations d'assurance-emploi de manière à ce que les travailleurs mis à pied puissent se préparer à occuper de meilleurs emplois lorsque l'économie s'améliorera. Cela nécessitera une augmentation significative du financement initial de l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada afin d'éviter que les employeurs et les employés n'aient pas à payer des contributions plus élevées sur les emplois créés en 2010. Les gouvernements doivent également offrir un soutien aux employeurs pour les sommes investies en formation et aux institutions publiques comme les collèges communautaires.



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

3. **Facilitation de l'innovation en affaires.** Le gouvernement devrait favoriser un investissement accru en recherche et développement durant la récession en rendant le Crédit d'impôt à l'investissement pour la recherche scientifique et le développement expérimental intégralement remboursable pour les sociétés qui ne font pas de profit. Une accélération des déductions pour amortissement du matériel et de l'outillage peut aider un plus grand nombre de sociétés à implanter de nouvelles technologies dans leurs bureaux et leurs usines, dans le but de réduire les coûts, d'augmenter la qualité et d'améliorer l'efficacité énergétique.
  
4. **Stimulation des dépenses personnelles de consommation.** Les gouvernements peuvent regarnir le portefeuille des consommateurs par des allègements fiscaux ou des stimulants à l'achat. La réduction d'impôts la plus efficace est une réduction du taux d'imposition du revenu des particuliers pour le seuil de revenu le plus faible. Les gouvernements peuvent également donner des subventions à délai prescrit aux acheteurs d'une première maison et élargir les programmes visant à améliorer l'efficacité énergétique des maisons.
  
5. **Soutien des communautés et des organisations caritatives.** Le secteur bénévole et communautaire offre des services essentiels de manière flexible, créative et hautement efficiente. L'argent dépensé par ces organismes reste dans la communauté et leurs services sont plus que jamais nécessaires durant une récession. Le gouvernement fédéral devrait augmenter ses subventions et ses contributions aux organisations caritatives et aussi, pour une période d'essai d'un an, augmenter le Crédit d'impôt pour les



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

dons de bienfaisance à la hauteur accordé aux contributions aux partis politiques.

**Les mesures de stimulation fédérales doivent être *temporaires et flexibles*.**

Les gouvernements canadiens peuvent se permettre de prendre des mesures de stimulation de l'activité économique au cours de l'année à venir, lorsque la récession risque de sévir le plus. Si le pays entre dans une récession plus profonde ou une récession prolongée, les mesures temporaires qui auront été prises peuvent être élargies et prolongées. Mais nous devons nous rappeler les amères leçons du passé. Les déficits bien ancrés dans l'économie constituent une recette infallible d'un retour à une inflation et des taux d'intérêt élevés, ainsi qu'à la hausse des impôts et aux coupures dans les services collectifs auxquelles les Canadiens ont été exposés dans les années 1990. Une stratégie de stimulation ne doit pas être illimitée. Elle doit prévoir une voie bien précise menant du déficit à un excédent aussi rapidement que possible.

**Les stimulants doivent dès maintenant préparer le terrain à la croissance à long terme.**

Tout en faisant le nécessaire pour combattre la crise dans l'immédiat, nous ne devons jamais perdre de vue l'objectif final consistant à consolider la compétitivité du Canada. Le rapport de juin 2008 du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence a clairement précisé que les Canadiens peuvent et doivent faire beaucoup s'ils veulent profiter d'une hausse de leur niveau de vie et de leur qualité de vie au cours de la prochaine génération. Le rapport de



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

décembre 2008 du Groupe consultatif sur le régime canadien de fiscalité internationale a proposé un plan détaillé de modifications fiscales sans incidence sur les recettes qui encouragerait les investissements de l'étranger au Canada et permettrait à plus d'entreprises canadiennes de se développer à l'échelle mondiale à partir de leurs bases dans des communautés canadiennes.

En gérant la crise immédiate, les gouvernements canadiens doivent maintenir une stratégie globale visant la compétitivité. Les éléments clés d'une telle stratégie comprennent, notamment :

- **La fiscalité.** Les taux d'imposition des sociétés déterminent quelles sociétés choisissent d'investir au plan international tandis que les taux d'imposition des particuliers affectent la capacité des Canadiens à aller de l'avant et à investir dans un avenir meilleur.
- **Le talent.** L'accès à l'éducation et à la formation est essentiel pour l'égalité des chances et une main-d'œuvre concurrentielle tandis que la capacité d'attirer et d'intégrer des immigrants est vitale pour une économie qui sera de plus en plus à court de travailleurs dans les années à venir.
- **L'entrepreneuriat.** Le Canada doit encourager le démarrage et la croissance de nouvelles entreprises. Ses leviers comprennent l'accès à des prêts de démarrage et d'expansion, les mesures d'encouragement des investisseurs providentiels et du capital de risque, un allègement accru de l'imposition des gains en capital, le soutien des exportateurs et des exigences réglementaires simples.



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

- **L'innovation.** Le Canada investit largement dans la recherche publique, mais doit pousser les entreprises à investir plus en recherche et développement, dans la commercialisation de nouveaux concepts et dans le déploiement des nouvelles technologies en milieu de travail.
- **Infrastructure.** La qualité de l'infrastructure publique au Canada a de nombreuses incidences sur la compétitivité. Les plans d'investissement à long terme devraient comprendre le transport en commun, les réseaux de transport, les postes frontaliers, les ports et les aéroports, l'infrastructure technologique et de télécommunications ainsi que la génération et la distribution de l'énergie.
- **La réglementation.** Le gouvernement fédéral doit remplir sa promesse d'une réduction de 20 pour cent du fardeau administratif de la réglementation. Les gouvernements provinciaux doivent respecter leur engagement envers la libre circulation des personnes, des produits, des services et du capital au sein du Canada.
- **Les relations Canada-États-Unis.** L'élection d'un nouveau président des États-Unis crée une occasion privilégiée d'explorer de nouvelles idées audacieuses de collaboration en vue de promouvoir la création d'emploi de valeur, le commerce, les investissements et le progrès technologique, de même que de s'attaquer à des défis mondiaux comme les changements climatiques.



**CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE**

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

- **Commerce et investissement international.** L'avenir du Canada repose sur la libre circulation des produits, des services et des personnes dans le monde et, en tant que Canadiens, nous devons continuer de poursuivre ce but au plan multilatéral par l'entremise de l'Organisation mondiale du commerce et de manière régionale et aux plans régional et bilatéral auprès de nos principaux partenaires commerciaux, y compris l'Union européenne, l'Inde, la Chine et le Japon. Nous devons accroître nos efforts pour combattre le fléau du protectionnisme, la plus grande menace à la prospérité à long terme du Canada et du monde.

**Afin de construire un avenir meilleur, le Canada doit s'appuyer sur ses forces.**

Le Canada a fait de grands pas depuis la dernière récession du début des années 1990 - l'inflation a été ramenée à un niveau raisonnable, des excédents budgétaires ont été obtenus, plus d'emplois et de meilleurs emplois ont été créés, et des occasions résultant d'une économie de plus en plus ouverte ont été mises à profit.

Les perspectives économiques mondiales sont troublantes. Tous les Canadiens seront touchés. Le Canada est aujourd'hui en meilleure position que beaucoup d'autres pays à cause des choix difficiles qu'il a fait dans le passé. Nous avons la capacité financière de prendre des mesures nous permettant d'atténuer nos difficultés économiques à court terme, mais nous devons le faire de manière à favoriser une croissance économique robuste au cours de la prochaine génération.



***CE DONT LE CANADA A MAINTENANT BESOIN  
POUR ENRAYER LA CRISE ÉCONOMIQUE***

**CONSEIL CANADIEN DES CHEFS D'ENTREPRISE  
LE 22 DÉCEMBRE 2008**

---

---

Dans les hauts et les bas, une saine gestion des affaires de l'État est essentielle à la construction d'un avenir meilleur pour tous les Canadiens. Grâce à la collaboration de tous, nous pourrions faire de notre pays un meilleur endroit où vivre et travailler pour les personnes et où investir et croître pour les entreprises.